

Arrêté n°2024/BPEF/067

abrogeant les arrêtés n°2016/BPUP/293 du 23 décembre 2016 et n°2017/BPEF/051 du 21 juin 2017 instituant des servitudes d'utilité publique autour des canalisations de la société GRTgaz sur la commune de Saint-Léger-les-Vignes

instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

sur la commune de SAINT-LEGER-LES-VIGNES

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30, R.555-30-1 et R. 555-31 ;
- VU** le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;
- VU** le code de la construction et de l'habitation et notamment son article R. 122-22;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- VU** les arrêtés préfectoraux des 23 décembre 2016 et 21 juin 2017 instituant des servitudes d'utilité publique autour des canalisations de la société GRTgaz sur la commune de Saint-Léger-les-Vignes ;
- VU** la demande d'autorisation préfectorale n°AS-VEE-0655 en date du 3 janvier 2017 déposée par la société GRTgaz, 6 rue Raoul Nordling, Immeuble Bora, 92 277 Bois Colombes, représentée par le responsable du pôle exploitation Centre Atlantique, 10 quai Émile Cormerais à Saint-Herblain, par délégation du directeur général de GRTgaz, concernant l'alimentation du poste CI « NEQ ÉNERGIE », sur le territoire de la commune de Saint-Léger-les-Vignes, dans le département de la Loire-Atlantique ;
- VU** l'étude de dangers, figurant en pièce 5 de la demande d'autorisation préfectorale n°AS-VEE-0655 en date du 3 janvier 2017 déposée par la société GRTgaz, comprenant une partie générique référencée Rev 2014 - décembre 2015 et une partie spécifique référencée AS-VEE-0655 de novembre 2016 ;
- VU** les avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques les 17 novembre 2016 et 8 juin 2017 ;
- VU** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Pays de la Loire, en date du 23 février 2024 ;

CONSIDÉRANT que selon l'article L. 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

CONSIDÉRANT que selon l'article L. 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

SUR proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les arrêtés du 23 décembre 2016 et 21 juin 2017 susvisés sont abrogés à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée au présent arrêté.

Seules les distances SUP 1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : SAINT-LÉGER-LES-VIGNES

Code INSEE : 44171

CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL EXPLOITÉE PAR LE TRANSPORTEUR :

**GRTGaz
Immeuble Bora
6, rue Raoul Nordling
92227 BOIS-COLOMBES**

Ouvrages traversant la commune :

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur (en km) | Implantation | Distances S.U.P. (en mètres de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|-----------|-----|------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| DN450-1980-1981-1988-PONT-SAINT-MARTIN PRINQUIAU | 67,7 | 450 | 1,69 | ENTERRÉ | 165 | 5 | 5 |
| DN200-1960-PONT-SAINT-MARTIN SAINT-VIAUD | 67,7 | 200 | 1,81 | ENTERRÉ | 55 | 5 | 5 |
| DN100-1991-BRT BRAINS | 67,7 | 100 | 0,570 | ENTERRÉ | 25 | 5 | 5 |
| DN100-2017-BRT SAINT-LEGER-LES-VIGNES CI | 67,7 | 100 | 0,02 | ENTERRÉ | 25 | 5 | 5 |

Installations annexes situées sur la commune :

| Type d'installation | Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|---------------------|---|---|------|------|
| | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Sectionnement | SAINT-LEGER-LES-VIGNES | 35 | 6 | 6 |
| Poste de livraison | SAINT-LEGER-LES-VIGNES CI N° EMP-42753 | 20 | 6 | 6 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP 1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP 2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP 3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 3.

ARTICLE 5 : Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 6: En application de l'article R.554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique et adressé à la Présidente de Nantes-Métropole.

ARTICLE 7: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif (soit gracieux auprès de l'autorité compétente, soit hiérarchique auprès du ministre compétent), dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique. L'absence de réponse dans les deux mois de ce recours fait naître un rejet tacite.

Dans les deux mois suivant la réponse de l'Administration (expresse ou tacite), un recours contentieux peut être introduit devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette – 44041 NANTES Cedex 01).

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux direct devant le Tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application *Télérecours citoyens* accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8: Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, la présidente de Nantes Métropole, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur général de la société GRTGaz.

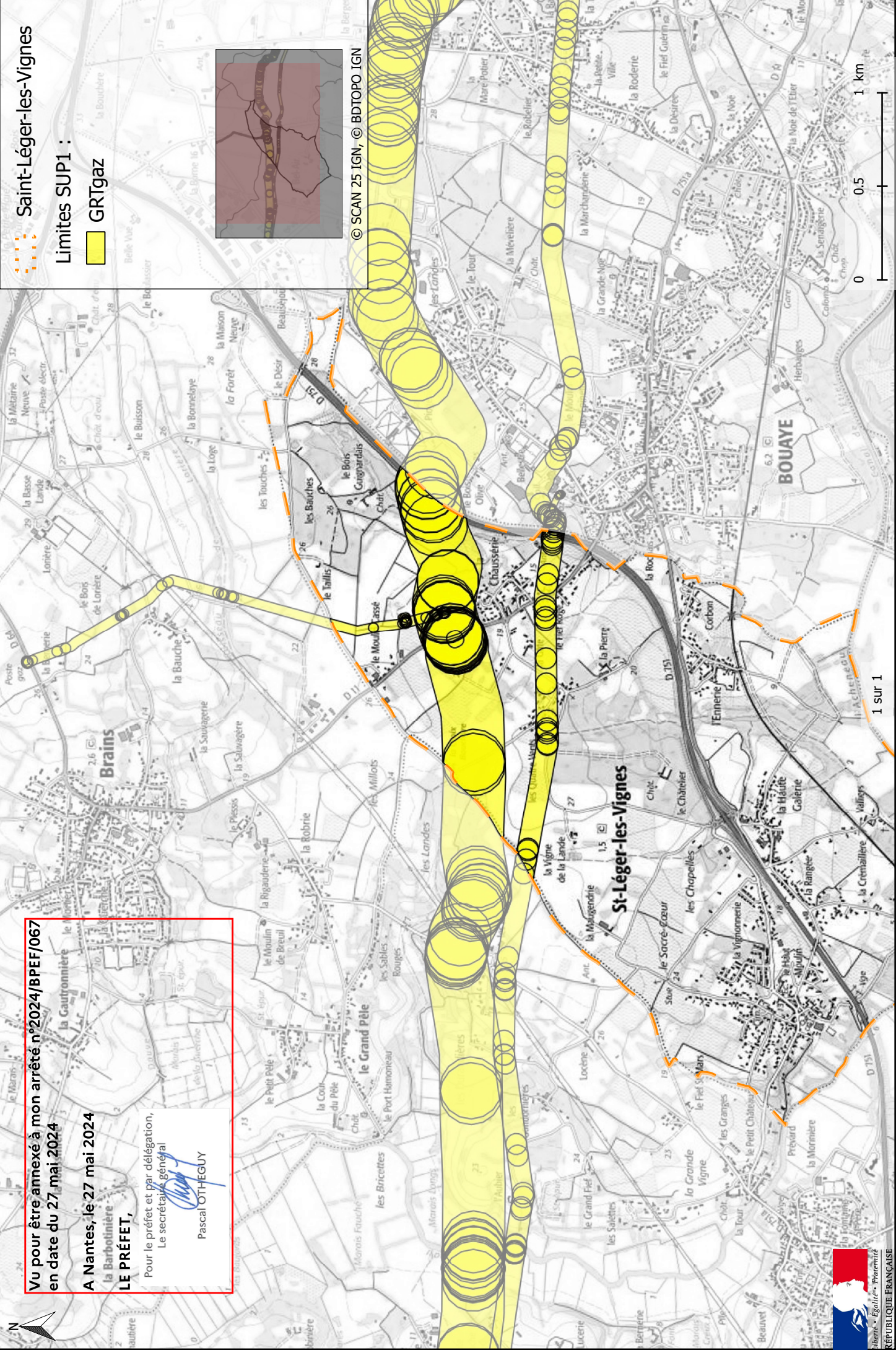
À NANTES, le 27 mai 2024

LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

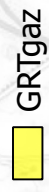

Pascal OTHEGUY

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Saint-Léger-les-Vignes

Limites SUP1 :



© SCAN 25 IGN, © BDTOPO IGN

Vu pour être annexé à mon arrêté n°2024/BPEF/067 en date du 27 mai 2024

A Nantes, le 27 mai 2024

la Barbotinière
LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pascal OTHÉGUY